



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Lundi 3 décembre 2012  
Numéro 229

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*Les sms des Libanais dévoilés*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Les plus violents combats dans la campagne de Damas depuis 20 mois. Le régime tente d'éloigner l'opposition de la capitale*

Al Akhbar (quotidien proche de la gauche)

*Okab avoue: c'est bien ma voix*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Mikati: je condamne les scènes écoeurantes*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Hariri: Bachar al-Assad va tomber et la révolution vaincra*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Le Futur franchit le point de non-retour avec le Hezbollah*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Daraya sous le contrôle de l'armée et EgyptAir reprend ses vols vers Damas*

Al Hayat (quotidien pro-saoudien)

*Egypte: Les islamistes contraignent la commission constitutionnelle à suspendre ses réunions*

---

## L'événement

### *Les preuves sur l'implication du 14-Mars en Syrie s'accroissent*

En l'espace d'une semaine, la politique de "dissociation" à l'égard de la crise syrienne, adoptée par le gouvernement libanais, a volé en éclat, et avec elle se sont évaporées toutes les déclarations du 14-Mars sur le fait que son implication en Syrie ne dépasse pas le cadre de l'"assistance humanitaire" fournie au peuple syrien.

La mort, la capture et la disparition d'une vingtaine d'islamistes sunnites libanais, tombés dans une embuscade vendredi près de Tal Kalakh, apporte la preuve matérielle de l'implication du 14-Mars dans le conflit syrien (Voir par ailleurs). Des députés du Courant du futur de l'ancien Premier ministre Saad Hariri ont officiellement cautionné l'action de ces militants islamistes et ont salué leur "martyre". C'est notamment le cas des députés du Akkar Mouïïn Merhebi et Khaled Daher, très actifs dans le soutien à la rébellion syrienne.

Si cette affaire a fait tellement de bruit, c'est en raison du nombre élevé de morts, tombés en une seule fois. Mais les services de sécurité libanais estiment à plusieurs dizaines -certaines sources parlent de 200- le nombre de Libanais tués ou portés disparus en combattant dans les rangs des rebelles syriens.

La semaine dernière, Damas avait remis au Conseil de sécurité des Nations unies une liste de 143 "terroristes islamistes étrangers" tués par les forces syriennes, précisant leur nationalité et les circonstances de leur mort. Cinq Libanais figurent parmi les victimes.

La disparition du groupe d'islamistes libanais a provoqué de fortes tensions dans la ville de Tripoli, d'où sont originaires la plupart des militants. Selon la LBC, les habitants du quartier sunnite de Bab el-Tebbané ont menacé lundi d'enlever des habitants du quartier alaouite de Jabal Mohsen pour obtenir le rapatriement des corps de leurs proches tués en Syrie. En conséquence de quoi, les habitants de Jabal Mohsen se terraient chez eux et évitaient tout déplacement.

Dimanche, des coups de feu avaient été tirés vers Jabal Mohsen, après l'annonce de la mort des islamistes libanais en Syrie. L'Armée libanaise a renforcé ses patrouilles pour éviter un embrasement généralisé entre les deux quartiers.

De violents accrochages armés ont également éclaté dimanche dans la région des projets agricoles de Qaa dans la Békaa, à la frontière libano-syrienne, entre des soldats de l'Armée libanaise et des rebelles syriens.

L'autre preuve vivante de l'implication du 14-Mars est venue de la bouche de Okab Sakr, un des plus proches collaborateurs de M. Saad Hariri. Le député a reconnu la véracité des enregistrements sonores révélés par le quotidien Al-Akhbar la semaine dernière, portant sur son implication dans des opérations de financement et d'armement des rebelles syriens. Dans une interview accordée au quotidien Ach Shark Al-Awsat, il a défié la justice libanaise d'engager des poursuites contre lui (Voir par ailleurs).

Début octobre, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait annoncé que son parti apportait une aide aux 33000 habitants libanais de 23 villages situés en Syrie, pour se défendre contre les attaques des rebelles syriens. Plusieurs membres du Hezbollah auraient été tués en mission dans ces villages.

## AL Akhbar

*Abdel Kafi Samad, journaliste libanais proche de la majorité*

Des informations contradictoires ont circulé au sujet de la mort de jeunes libanais près de la ville syrienne de Tal Kalakh, vendredi. La première contradiction concerne le nombre d'islamistes interceptés par les troupes syriennes, qui a varié entre 17 et 40. Selon des informations sûres, leur nombre serait en fait de 15 seulement, tous des salafistes. Ils sont tombés dans une embuscade alors qu'ils venaient d'entrer en Syrie près village de Tal Nesrine. Leur destination finale était Tal Kalakh. Alors que l'on parlait au début de 17 morts, le bilan a été revu à la baisse jusqu'à 4 morts. Mais la télévision syrienne a fait état de "21 morts et blessés", montrant les images de plusieurs cadavres. Un militaire syrien a annoncé que tous les membres du groupe sont morts dans l'embuscade. Mais la surprise est venue des informations venant de sources islamistes à Tripoli, selon lesquelles les jeunes seraient allés en Syrie à l'appel d'un membre de Fatah el-Islam, KH. M., récemment sorti de la prison de Roumié. Après sa libération, il s'est rendu en Syrie pour combattre dans les rangs des rebelles. Il a fondé une sorte d'émirat islamique près de la ville de Homs. Ses proches collaborateurs se sont employés à former des groupes de volontaires pour le Jihad en Syrie. La disparition des intermédiaires chargés d'enrôler ces jeunes, âgés de 19 à 26 ans, conforte cette thèse. On ne connaît toujours pas les circonstances de l'embuscade qui leur a été tendue. Mais le fait que les membres du groupe se soit rendus en Syrie, ouvertement, après la prière de l'aube, montre qu'ils n'étaient pas très conscients de la portée de leurs actes.

Les parents des victimes ont subi un véritable choc car ils n'étaient pas au courant de ce qui se préparait pour leurs enfants. Après avoir placardé des faire-part de décès, ils se sont empressés de les retirer après avoir reçu des sms de Syrie leur annonçant que leurs enfants étaient en bonne santé, et qu'ils se trouvent avec l'Armée syrienne libre.

La position de la famille Alameddine, dont le cadavre du fils est apparu à la TV syrienne, était marquante. Le père a demandé des comptes à ceux qui ont sacrifié la vie de son enfant. "Je ne savais pas qu'il se rendait en Syrie. S'il avait voulu combattre Israël, je l'aurais moi-même envoyé. Mais qu'ils l'envoient pour participer à une discorde dans nos pays est inadmissible", a-t-il dit à la presse.

## An Nahar

*Rosanna Bou Mouncef, journaliste libanaise proche du 14-Mars*

Dans une interview accordée à une grande chaîne de télévision américaine au lendemain du rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité, l'émissaire international, en Syrie Lakhdar Brahimi, a mentionné plusieurs fois le Liban comme une des premières victimes de ce qui se passe en Syrie. Les répercussions de la crise syrienne sur le Liban suscitent plus de craintes que lors des premiers mois du déclenchement des événements. Ces inquiétudes sont dues, d'abord, à l'augmentation du nombre de réfugiés syriens au Liban. Ensuite, à l'implication de certaines parties libanaises dans les combats à l'intérieur de la Syrie et, enfin, aux conséquences économiques et touristiques négatives. Ces derniers temps, ces craintes ont commencé à prendre une autre dimension, avec l'intensification des combats en Syrie et leur concentration autour de Damas.

La peur est voir apparaître des entités syriennes qui seraient au centre de grandes batailles. L'accord conclu entre les Kurdes sur la nécessité de voir une Syrie fédérale après la chute du régime est assez symptomatique. Cela va encourager d'autres entités à caractère confessionnel à voir le jour, sans que cela n'aboutisse à un partage officiel de la Syrie. Mais l'apparition de telles structures aura certainement des répercussions sur les pays du voisinage, notamment le Liban. L'Irak aussi pourrait être une autre victime, car ce pays vit au rythme de la crise syrienne.

## ILS ONT DIT...

**Béchara Raï**, patriarche de l'Eglise maronite

**“Il faut former un nouveau** gouvernement simultanément avec l'adoption d'une nouvelle loi électorale. Ce gouvernement sera responsable de gérer les situations interne et régionale tout en menant le pays vers des législatives sur base d'une loi qui assurerait une meilleure représentativité au sein du Parlement.

**Nabil Qaouq**, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

**“Le fait de prendre la résistance** pour cible est initié et financé par les Arabes. Les dépenses arabes vont crescendo à mesure que se rapproche l'échéance électorale. Le 14-Mars boycotte les séances parlementaires et les réunions de dialogue pour éviter l'adoption d'une nouvelle loi électorale et il mise sur les développements en Syrie pour renverser les équilibres au Liban, retrouver la majorité et reprendre le pouvoir, en s'emparant du gouvernement, de la présidence de la Chambre et de la présidence de la République. Mais ces projets sont fous et n'ont aucune chance de se réaliser.

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises (14-Mars)

**“La confrontation actuelle revêt** un caractère existentiel qui oppose deux grands projets politiques. Lorsque nous disons que nous sommes contre le dialogue, cela ne signifie pas que nous y sommes hostiles dans l'absolu. Non, nous sommes opposés à cette table de dialogue en particulier. Tout le monde sait que le dialogue porte essentiellement sur la question des armes du Hezbollah. Tout le monde sauf le Hezbollah. L'hérésie du dialogue en vue de discuter de la question gouvernementale est une peau de banane lancée par le camp adverse. Hélas, certains ont glissé sur cette peau de banane.

## **Le Moustaqbal veut venger Wissam al-Hassan "au Liban et en Syrie"**

*Dix-sept mille personnes étaient attendues au meeting organisé dimanche par le Courant du futur (CDF) à Tripoli pour commémorer le quarantième de la mort du général Wissam el-Hassan. Mais selon le quotidien As Safir, lorsque le secrétaire général du CDF, Ahmad Hariri, a pris la parole, il y avait tout au plus 1500 personnes "et la plupart des chaises étaient vides". Le député du bloc du Futur, Nohad Machnouk a déclaré dans son discours que son bloc ne reviendra pas à la table du dialogue avant la chute du "gouvernement des assassins". "Nous allons te venger Wissam au Liban et en Syrie", a lancé Nohad Machnouk. Le président de la République Michel Sleiman appelle depuis des semaines à un retour à la table du dialogue national, afin de résoudre cette crise politique. Mais 14-Mars refuse d'y participer.*

## **Le 14-Mars allège son boycott du Parlement**

*Le quotidien An Nahar a indiqué lundi que le 14-Mars a décidé de recommencer à participer aux réunions de la sous-commission chargée d'étudier les projets de loi électorale. Cette décision a été prise après des négociations entre le président du Parlement Nabih Berry et le vice-président de la chambre Farid Makari, membre de l'opposition, afin de "faciliter les discussions sur une nouvelle loi électorale qui garantirait une meilleure représentation de tous les Libanais". Depuis l'assassinat, le 19 octobre dernier, de Wissam el-Hassan, l'opposition exige la démission du gouvernement. Entre-temps, elle a décidé de boycotter le dialogue et le Parlement. Les réunions de la sous-commission sur la loi électorale devraient toutefois se tenir, pour des raisons de sécurité, au domicile de l'un des députés du 14 Mars, notamment à la résidence de M. Makari à Rabieh, a ajouté le journal.*

## **L'Orient-Le Jour**

Le député libanais du Courant du Futur, Okab Sakr, a reconnu l'authenticité des enregistrements audio qui ont circulé dans les médias et dans lesquels il organisait une livraison d'armes à la rébellion en Syrie.

"Oui, il s'agit de ma voix et ce sont mes propres mots", a déclaré M. Sakr au quotidien panarabe à capitaux saoudiens al-Charq al-Awsat paru lundi. "Je suis seul responsable de mes actes, que la justice fasse son devoir", a-t-il ajouté. Le député a indiqué être prêt à la levée de son immunité parlementaire si d'autres acteurs, "impliqués dans la crise syrienne, font de même". "J'expliquerai clairement tout cela bientôt, je ferai une apparition en direct et révélerai tout ce que je sais", a encore souligné le député au journal.

Le quotidien al-Akhbar avait révélé la semaine dernière des enregistrements audio entre M. Sakr et le dénommé Abou Nehman "un chef de l'opposition syrienne armée" portant sur une livraison d'armes à la rébellion. "Je vous en prie, aidez-nous", dit Abou Nehman dans l'enregistrement, avant de détailler à son interlocuteur une liste d'équipements et de matériels militaires. "Dites-moi exactement ce dont vous avez besoin et la quantité", répond M. Sakr.

Récemment, M. Sakr avait fermement démenti dans un entretien à la Future TV armer l'opposition syrienne, demandant que ses détracteurs le "poursuivent en justice s'ils ont des preuves sur son implication dans ce dossier".

Interrogé sur le rôle de l'ancien Premier ministre Saad Hariri dans cette affaire, le député du 14 Mars a indiqué que le chef du Courant du Futur lui avait demandé d'offrir au peuple syrien toute l'aide humanitaire, politique et médiatique nécessaire.

"La campagne qui me vise actuellement a pour but de porter atteinte à ce rôle", a-t-il dit.

## **As Safir**

L'affaire des données des communications téléphoniques revient sur le devant de la scène après le refus de la commission judiciaire ad-hoc de donner son feu vert aux dernières demandes présentées par les services de sécurité.

Les services de sécurité ont en effet demandé à avoir accès aux messages (sms) échangés sur tout le territoire libanais sur une période remontant à deux mois avant l'assassinat, le 19 octobre 2012, du chef des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), le général Wissam el-Hassan.

Les services de sécurité ont aussi demandé à avoir accès aux mots de passe de plusieurs comptes Facebook et internet.

Une source proche de cette commission judiciaire a indiqué que la demande des services de sécurité violait clairement la Constitution et la vie privée des citoyens.

Le ministre des Télécommunications, Nicolas Sehnaoui, a confirmé ces informations, avertissant qu'un accord pour l'accès à ces informations permettrait aux services de sécurité "de violer encore davantage" la vie privée des Libanais. M. Sehnaoui a par ailleurs indiqué avoir transmis la demande au secrétariat général du Conseil des ministres tout en recommandant son rejet. Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a de son côté déclaré que les SR des FSI avaient effectivement demandé à avoir accès aux messages. Après la fin de non recevoir de la commission judiciaire, ce service de sécurité a décidé de faire une nouvelle demande concernant uniquement deux mouhafazat, dont le Mont-Liban, a-t-il dit. Il s'est déclaré "compréhensif" au sujet de la requête du service en question.